

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

COMPAGNIE GENERALE DE LOCATION D'EQUIPEMENTS (CGL)

Société anonyme au capital de 58 606 156 €
Siège social : 69, avenue de Flandre, 59700 Marcq-en-Barœul
303 236 186 R.C.S. Lille Métropole

Comptes sociaux au 31 décembre 2024.

I. — Bilan.
(En milliers d'Euros.)

Actif	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, Banques centrales, CCP		
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit (note 1)		
A vue	35.962	12.119
A terme	690.332	10.005
Créances sur la clientèle (note 2)		
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle	3.934.029	4.711.408
Comptes ordinaires débiteurs		
Affacturage		
Obligations et autres titres à revenu fixe	91.209	
Actions et autres titres à revenu variable	159	
Promotion immobilière		
Participations et activités de portefeuille (note 4)	142.667	153.915
Crédit-Bail et location avec option d'achat (note 5)	2.948.071	3.063.624
Location simple		
Immobilisations incorporelles (note 6)	11.025	9.031
Immobilisations corporelles (note 6)	10.581	11.313
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs (note 7)	43.075	34.633
Comptes de régularisation (note 8)	116.676	96.835
Total de l'actif	8.023.786	8.102.883

Hors bilan	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés		
Engagements de financement (note 19)	315.427	333.492
Engagements de garantie	52.961	16.488
Engagements sur titres		

Passif	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit (note 9)		
A vue	14.409	151.197
A terme	6.352.026	6.274.693
Comptes créditeurs de la clientèle (note 10)		
Comptes d'épargne à régime spécial		
A vue		
A terme		
Autres dettes		
A vue	42.042	39.950
A terme	10.395	30.223
Dettes représentées par un titre	500.000	500.000
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables (note 10)	500.000	500.000
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Versements restant à effectuer sur titres non libérés		
Autres passifs (note 12)	191.840	112.505
Comptes de régularisation (note 13)	490.380	502.022
Provisions (note 14)	77.951	74.428
Provisions réglementées (note 16)	57.914	74.299
Subventions d'investissement		
Dépôts de garantie à caractère mutuel		
Fonds pour risques bancaires généraux		
Dettes subordonnées		
Capital souscrit (note 34)	58.606	58.606
Primes d'émission et de fusion (note 15)	1.160	1.160
Réserves (note 16)	200.704	200.704
Ecart de réévaluation		
Report à nouveau (note 34)	45.202	44.743
Résultat de l'exercice	-18.843	38.353
Total du passif	8.023.786	8.102.883

Hors bilan	31/12/2024	31/12/2023
Engagements reçus		
Engagements de financement (note 19)		
Engagements de garantie	14.180	13.874
Engagements sur titres		

II. — Compte de résultat.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
+ Intérêts et produits assimilés (note 20)	179.821	138.858
- Intérêts et charges assimilées (note 21)	209.739	134.160
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées (note 22)	1.059.665	1.039.264
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées (note 23)	950.229	964.415
+ Produits sur opérations de location simple		
- Charges sur opérations de location simple		
+ Revenus des titres à revenu variable	24.317	46.504
+ Commissions (produits) (note 24)	122.162	98.712
- Commissions (charges) (note 24)	9.459	11.159
+/- Gain ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	45	-2
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
+ Autres produits d'exploitation bancaire (note 25)	39.105	33.691
- Autres charges d'exploitation bancaire (note 26)	22.008	21.556
Produit net bancaire	233.680	225.737
- Charges générales d'exploitation (note 27)	142.921	143.143
- Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	2.686	2.665
Résultat brut d'exploitation	88.073	79.929
- Coût du risque (note 28)	55.727	49.637
Résultat d'exploitation	32.346	30.292
+/- Gain ou pertes sur actifs immobilisés	-50.805	+5.904
Résultat courant avant impôt	-18.459	36.196
Impôt sur les bénéfices (note 29)	-16.769	-11.788
+/- Dotations/risques de FRBG et provisions réglementées (note 16)	+16.385	+13.945
Résultat net	-18.843	38.353
<i>Dont résultat succursales</i>	<i>-466</i>	<i>-171</i>

III. — Annexes aux comptes annuels.**1. – Règles et méthodes comptables.**

Méthodes comptables. — Les comptes de la Société ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Titres de participation et participations dans les entreprises liées. — Les titres figurent au bilan à leur coût d'acquisition hors frais accessoires d'achat. Ils sont évalués à la plus faible des valeurs d'acquisition ou d'inventaire déterminée en prenant en compte la quote-part d'actif net, les perspectives de rentabilité et les perspectives commerciales. Lorsque la valeur d'inventaire des titres est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Immobilisations incorporelles. — Les immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés, et calculés selon la méthode linéaire sur 3 à 10 ans.

Immobilisations corporelles. — Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés, calculés selon la durée de vie estimée, selon la méthode linéaire et par catégories, selon les durées suivantes :

- Constructions et composants aux constructions : 10 à 50 ans
- Agencements : 10 ans.
- Matériel, mobilier de bureau : 4 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 à 5 ans.
- Automobiles : 4 ans.

Les immeubles font l'objet d'une décomposition par composants.

Réserve latente. — La réserve latente représente la différence entre l'en-cours financier et la valeur nette comptable du bien loué traduisant le décalage de l'appréciation dans le temps des résultats sur les contrats de LOA et crédit-bail. Lorsque la somme des réserves latentes de l'ensemble des contrats (réserve latente nette) est négative, une dépréciation est comptabilisée en minoration des actifs d'immobilisations louées.

En conformité avec l'article 39 quinquies I du CGI, la société pratique en franchise d'impôt une provision pour réserve latente négative déterminée contrat par contrat.

L'excédent du total des réserves latentes négatives calculé contrat par contrat, sur la réserve latente nette, est comptabilisé en provision réglementée.

Crédit-Bail et location avec option d'achat. — Les immobilisations mises en location sont enregistrées hors taxes à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire et selon les durées suivantes par catégories :

- Automobiles : 4 à 5 ans
- Véhicules utilitaires légers : 4 ans.
- Motos : 4 ans
- Bateaux : 8 ans
- Matériels d'Equipement : 5 ans à 6 ans 2/3

Les loyers payés ou dus par la clientèle sont linéarisés sur toute la durée du contrat de location, conformément à l'article 38-2 bis du Code Général des Impôts.

Créances douteuses ou litigieuses. — Les créances douteuses et douteuses compromises sont valorisées par actualisation des flux.

Elles sont inscrites à l'actif du bilan pour leur montant net de dépréciations. Elles comprennent les échéances impayées, le capital restant dû des dossiers de financement présentant des impayés non régularisés depuis plus de 3 mois, et le cas échéant les indemnités de résiliation contentieuse. Le dépôt d'un dossier de surendettement auprès de la Banque de France entraîne systématiquement l'inscription en créances douteuses des échéances impayées et du capital restant dû.

La restructuration d'un dossier avec des échéances impayées en recouvrement amiable entraîne l'inscription en créances douteuses des échéances impayées et du capital restant dû à compter du 01/01/2014.

Les créances douteuses sont réinscrites en en-cours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine et qu'il n'existe plus de soldes impayés.

Les créances douteuses compromises sont identifiées au sein de nos créances douteuses et litigieuses, sur base d'attributs particuliers.

Par ailleurs, les créances de type protocole sont maintenues en créances douteuses et litigieuses et dépréciées de façon statistique.

Dépréciations des créances douteuses ou litigieuses, passage en perte. — Elles sont calculées en fonction de la perte estimée probable, selon un mode de détermination statistique pour l'activité Retail, et un mode de détermination individuel pour les créances Retail significatives et l'activité Floor plan.

La dépréciation sur base individuelle est déterminée en fonction de l'existence de garanties, de la valeur de revente des biens financés, des phases de recouvrement ou de procédures engagées.

Lorsque la mise en œuvre des opérations de recouvrement ne permet pas de solder une créance client, cette dernière est passée en perte.

Provisions. — Une provision est constatée lorsque l'entreprise a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation.

— Risque de crédit / Provisions collectives : L'établissement comptabilise des provisions collectives pour risque de crédit sur des encours dégradés mais non encore identifiés comme douteux au niveau individuel (portefeuilles homogènes).

Suite à la mise en œuvre de la norme IFRS 9 (Instruments financiers) pour l'établissement de ses comptes consolidés, la société a décidé d'appliquer la méthodologie d'IFRS 9 (stage 1 et stage 2) dans ses comptes sociaux et considère cette approche comme préférentielle car permettant de fournir une meilleure information.

Selon IFRS 9, les encours sont classés en 3 catégories (stage ou étape) :

- Etape 1 (stage 1) : Encours sains/performants (classement initial, absence d'augmentation significative du risque de crédit)
- Etape 2 (stage 2) : Encours dégradés (augmentation significative depuis l'entrée au bilan / impayé depuis plus de 30 jours)
- Etape 3 (stage 3) : Encours douteux / en défaut (situation de défaut / impayé depuis plus de 90 jours)

Le périmètre d'application de ce modèle de provisionnement concerne les encours de crédits (hors encours de leasing) ainsi que les engagements par signature, à savoir les engagements de financement et les engagements de garantie.

Indemnités de départ en retraite. — En matière de retraite, les engagements sont uniquement constitués d'indemnités de départ dont les montants sont déterminés en fonction de l'ancienneté dans l'entreprise, du turnover, d'un effet de revalorisation et d'actualisation et, selon un barème plus favorable que les dispositions de la Convention Collective de l'ASF.

Depuis 2021, l'entité a opté pour un rapprochement avec les dispositions de la norme IAS19 révisée conformément à la recommandation de l'ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013 et a appliqué dans ses comptes individuels l'approche dite « C », en tant que changement de réglementation.

Instruments financiers. — La société peut utiliser des instruments financiers représentés par des contrats d'échange de taux d'intérêt (swap), qui visent à couvrir et gérer le risque global de taux d'intérêts.

La société ne supporte aucun autre risque de marché, sur change ou actions.

Les produits et charges relatifs à ces contrats sont le cas échéant inscrits en compte de résultat au prorata temporis. Conformément à la doctrine comptable relative à la comptabilisation des opérations de couverture, les pertes et gains latents ressortant de la valeur de marché estimée des contrats ne sont pas comptabilisés dans les comptes sociaux.

Coût d'acquisition des dossiers de financement. — Le coût d'acquisition des dossiers de financement est constitué d'une part, des commissions payées aux prescripteurs et d'autre part, des frais de dossier facturés à la clientèle.

Les commissions payées aux prescripteurs et les frais de dossier sont étalés sur la durée probable des contrats soit 30 mois pour les dossiers de financement auto, 48 mois pour les dossiers de financement bateau et 60 mois pour les dossiers de rachat de prêts.

Au bilan, les coûts d'acquisition relatifs à l'activité Crédit sont intégrés à l'en-cours du crédit concerné. Ceux relatifs à la location sont intégrés aux immobilisations louées.

2. – Notes sur le bilan (En milliers d'Euros.)

Note 1. Créances sur les établissements de crédit :

	2024	2023
A vue		
Comptes courants bancaires	30.388	12.119
<i>Dont succursales</i>	1.543	899
<i>Dont réseau SG</i>	30.388	12.119
Intérêts courus		
Prêts moins d'un an	5.574	
Total	35.962	12.119
A terme		
Prêts	650.000	
<i>Dont réseau SG</i>	650.000	
Intérêts courus / Prêt	308	
Prêts subordonnés aux filiales	40.000	10.000
Intérêts courus / Prêts subordonné	24	5
Total	690.332	10.005

Note 2. Créances sur la clientèle :

	2024	2023
Crédits à la clientèle	3.248.244	4.055.086
<i>Dont succursales</i>	8.843	
Crédits à l'habitat	317.144	354.559
Intérêts courus	13.689	15.464
<i>Dont succursales</i>	18	
Propositions financées et à financer	33.233	37.449
<i>Dont succursales</i>	98	
Créances prescripteurs	38.795	-33
Créances brutes	371.950	338.685
<i>Dont succursales</i>	388	
<i>Dont impayés < 90 jours</i>	86.840	56.314
<i>Dont créances douteuses</i>	166.299	167.377
Non compromises		
<i>Dont créances douteuses</i>	118.811	114.994
Compromises		
Dépréciations de créances (*)	-161.525	-171.741
<i>Dont succursales</i>	-102	
<i>Dont créances douteuses</i>	-66.858	-75.997
Non compromises		
<i>Dont créances douteuses</i>		
Compromises		
Coût d'acquisition des dossiers de financement	64.343	81.939
<i>Dont succursales</i>	263	
Dépôt Risque deliquidité	8.156	
<i>Dont FCT Couverture Assur</i>	31	
Total	3.934.029	4.711.408
(*) <i>Dont dépréciations sur encours non retail pour :</i> 2024 : -9.237 K€ 2023 : -23.057 K€		

— Ventilation des créances sur la clientèle par type de contrepartie et zone géographique :

	Clients résidents	Clients non-résidents
Particuliers	2.325.038	89.549
Entrepreneurs individuels	124.120	668
Société non financières	1.236.989	149.512
Sociétés financières	8.153	
Total	3.694.300	239.729

Note 3. Obligations et autres titres a revenu fixe :

	2024	2023
Parts ordinaires FCT	91.200	
Créances rattachées FCT	9	
Total	91.209	

Valeur brute au 31.12.23	Acquisition en 2024	Cessions en 2024	Valeur brute au 31/12/24
--	91.200		91.200

Note 3. bis Actions et autres titres a revenu variable :

	2024	2023
Parts résiduelles FCT (1)	0	
Créances rattachées FCT	159	
Total	159	

Valeur brute au 31.12.23	Acquisition en 2024	Cessions en 2024	Valeur brute au 31.12.24
--	300 Euros		300 Euros

Note 4. Participations dans les entreprises liées :

	2024	2023
Valeur brute		
FINASSURANCE	9.604	9.604
SBG FINANCE CONCILIAN	3.088 8	3.088 8
HCF (EX SEFIA)	92.052	92.052
PRIORIS	37.653	37.653
REEZOCORP	52.008	12.453
GYLF UK (1)		
Go Boating Finanzierungsmakler GmbH	26	26
Gylf Italie	236	236
Dépréciation		
HCF (ex SEFIA)	-	-986
REEZOCORP	-52.008	-219
Total	142.667	153.915
(1) Prix d'acquisition : 1 GBP (soit 1,11 EUR)		

— Participation dans les entreprises liées :

Valeur brute au 31.12.23	Acquisitions 2024	Cessions 2024	Autres 2024 (a)	Valeur brute au 31.12.24
155.121	39.554			194.675

— Dépréciation / Participation dans les entreprises liées :

Provision au 31.12.23	Dotation en 2024	Reprise en 2024	Provision au 31.12.24
1.206	51.788	986	52.008

Note 5. Crédit-bail et location avec option d'achat :

	2024	2023
Immobilisations nettes louées	2.828.729	2.948.254
<i>Dont succursales</i>	6.650	
<i>Dont Valeurs Brutes</i>	4.903.604	5.011.510
<i>Dont Amortissements</i>	-2.074.875	-2.063.256
Immobilisations en cours	52	1.181
Créances brutes	133.601	110.245
<i>Dont Succursales dont impayés < 90 jours</i>	125 18.012	- 15.737
<i>Dont clients douteux non compromis</i>	48.871	35.303
<i>Dont clients douteux compromis</i>	66.718	59.205
Dépréciations des créances	- 87.401	- 71.913
<i>Dont clients douteux non compromis</i>	- 36.213	- 25.878
<i>Dont clients douteux compromis</i>	- 51.188	- 46.035
Coût d'acquisition des dossiers de financement	73.090	75.857
Total	2.948.071	3.063.624

— Passage à l'en-cours financier :

	2024	2023
Immobilisations nettes louées	2.828.729	2.948.254
Réserve latente positive	624.745	569.959
Comptes de régularisation financiers (*)	- 383.615	- 387.742
En-cours financier	3.069.859	3.130.471
(*) Il s'agit pour l'essentiel des loyers constatés d'avance (voir note 13).		

— Mouvements sur les immobilisations brutes louées :

Parc au 31.12.23	Acquisitions 2024	Cessions 2024	Parc au 31.12.24
5.011.510 -	1.286.957 7.885	1.394.863 668	4.903.604 7.217

Note 6. Immobilisations propres :

	2024	2023
Immobilisations incorporelles nettes	5.070	2.141
Immobilisations corporelles nettes		
Terrains et constructions	8.569	9.106
Agencements	964	1.023
Matériels et mobiliers	1.047	1.184
Dont succursales	23	
Immobilisations en cours et avances sur immobilisation	5.956	6.890
Total	21.606	20.344

Le détail des immobilisations nettes s'analyse comme suit :

	2024	2023
Immobilisations nettes :		
Valeur brute	91.126	87.245
Dont succursales	28	
Amortissements	- 69.520	- 66.901
Dont succursales	-5	
Valeur nette	21.606	20.344

— Mouvements sur les immobilisations brutes :

Parc au 31.12.23	Acquisitions 2024	Cessions 2024	Parc au 31.12.24
87.245	3.955 28	74	91.126 28

— Mouvements sur les amortissements :

Amortissements au 31.12.23	Dotations 2024	Reprises 2024	Amort au 31.12.24
66.901 -	2.686 5	-67	69.520 5

Note 7. Autres actifs :

	2024	2023
TVA	24.399	20.803
<i>Dont succursales</i>	1.200	
Avances fournisseurs et apporteurs	1.464	2.895
<i>Dont succursales</i>	38	11
Clients divers	11.513	7.360
<i>Dont succursales</i>	620	66
Dépôts versés	2.993	2.909
Prêts et avances aux salariés	39	34
Divers	1.312	145
Créances fiscales et sociales	318	487
<i>Dont succursales</i>		1
Fournisseurs débiteurs	1.037-	
<i>Dont succursales</i>		
Total	43.075	34.633

Note 8. Comptes de régularisation actif :

	2024	2023
Cartes grises et malus	15.991	16.888
<i>Dont succursales</i>	6	
Charges constatées d'avance	5.816	4.644
Stocks fournitures	8	16
Produits financiers à recevoir (1)	23.383	29.463
Autres produits à recevoir	38.688	20.806
<i>Dont succursales</i>	107	
Produits à recevoir linéarisation loyers	18.935	20.016
<i>Dont succursales</i>	27	
Floor plan encaissement	2	58
Intérêts à recevoir	362	
Divers	13.491	4.944
<i>Dont succursales</i>	36	
Total	116.676	96.835
(1) Il s'agit de la quote-part de résultat des SNC Finassurance et SNC Concilian revenant à CGL.		

Note 9. Dettes envers les établissements de crédit :

	2024	2023
A vue		
Comptes bancaires	4.546	11.979
<i>Dont succursales</i>	1.404	
<i>Dont réseau SG</i>	4.546	11.979
Intérêts courus	9	76
Emprunts	9.854	139.142
Total	14.409	151.197
A terme		
Emprunts	6.273.765	6.214.673
<i>Dont réseau SG</i>	6.273.765	6.214.673
Intérêts courus	78.261	60.020
Total	6.352.026	6.274.693

Note 10. Comptes créditeurs de la clientèle :

	2024	2023
Soldes créditeurs des dossiers en attente de remboursement	34.126	27.081
<i>Dont succursales</i>	308	
Compte courant filiale FINASSURANCE-CONCILIAN	7.760	12.732
Dépôts clients	156	137
Int courus sur C/C		
Comptes à terme	10.395	30.223
Total	52.437	70.173

Note 11. Titres de créances négociables :

	2024	2023
Certificat de dépôts à taux fixe	500.000	500.000
Dettes rattachées		
Total	500.000	500.000

Note 12. Autres passifs :

	2 024	2 023
TVA	44.904	37.074
<i>Dont succursales</i>	21	
Dépôts de garantie des dossiers LOA	20.243	22.796
<i>Dont succursales</i>	69	
Dépôts de garantie des dossiers Floor Plan	1.700	50
Dépôts de garantie reçus	91	90
Organismes sociaux	2.778	991
<i>Dont succursales</i>	14	
Fournisseurs à payer	68.357	36.565
<i>Dont succursales</i>	205	5
Compte courant SG	16.769	11.788
Convention avance sur production		
Dettes fiscales et sociales	3.742	2.912
<i>Dont succursales</i>	62	3
Divers	631	238
<i>Dont succursales</i>	596	5
Clients créditeurs	2	
<i>Dont succursales</i>		
Autres Compte courant	32.623	
Total	191.840	112.505

Note 13. Comptes de régularisation passif :

	2024	2023
Loyers constatés d'avance	397.005	410.159
<i>Dont succursales</i>	942	
Charges à payer	59.697	68.205
<i>Dont succursales</i>	287	
Intérêts courus	307	-49
Salaires et charges à payer	8.076	9.104
Dettes congés payés et charges sociales	10.783	10.818
<i>Dont succursales</i>	10	
Impôts et taxes à payer	284	260
Frais de gestion et primes techniques ALD		
Floor Plan – Décaissement non affecté		
Divers	14.228	3.525
<i>Dont succursales</i>	8.500	
Total	490.380	502.022

Note 14. Provisions :

	2024	2023
Provisions pour engagement de retraite et médaille du travail	5.802	5.415
Provisions litiges	19.008	15.563
<i>Dont succursales</i>	9	
Provisions pour risques administratifs	3.238	539
Provisions pour risques clientèle	49.903	52.911
<i>Dont succursales</i>	81	
Total	77.951	74.428

— Mouvements sur les provisions :

	31/12/2023	Dot./Rep. (compte de bilan)	Dotations (compte de résultat)	Reprises (compte de résultat)	31/12/2024
Provisions pour engagement de retraite et médaille du travail	5.415		698	311	5.802
Provisions litiges	15.563		6.873	3.428	19.008
<i>Dont succursales</i>			9		9
Provisions pour risques administratifs	539		3.151	452	3.238
Provisions pour risques clientèle	52.911		4.459	7.467	49.903
<i>Dont succursales</i>			81		81
Total	74.428		15.181	11.658	77.951

Compte tenu de l'effectif inscrit à la clôture de l'exercice, des mouvements de personnel et des probabilités de présence jusqu'au départ en retraite, le montant actualisé des engagements pour indemnités de départ à la retraite et médaille du travail au 31 décembre 2024 est de 5.802 KEUR, charges sociales incluses et avant incidence de la fiscalité. Cette évaluation a été réalisée par un cabinet d'actuariat indépendant.

Note 15. Primes d'émission et de fusion :

	2024	2023
Prime d'émission	667	667
Prime de fusion	493	493
Total	1.160	1.160

Note 16. Réserves et provisions réglementées :

	2024	2023
Réserve légale	5.861	5.861
Réserve générale	194.843	194.843
Total	200.704	200.704

— Mouvements sur les provisions réglementées :

31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
74.299	57.914	74.299	57.914

La provision réglementée est constituée par la somme des réserves latentes négatives calculées dossier par dossier.
La réserve latente nette s'élève à 624.745 KEUR dont 81 KEUR concernant les Succursales (réserve latente nette positive).

Note 17. Information sur les postes concernant les entreprises liées :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Actif		
Dépôt risque de liquidité FCT	8.156	
Parts fct	91.368	
Participation	142.667	153.915
Comptes courants bancaires	30.388	12.119
<i>Dont Succursales</i>	1.543	899
Prêts à vue	5.574	
Prêts à terme	650.000	
Intérêts courus	308	
Prêt subordonné	40.000	10.000
Int sur prêt subordonné	24	5
Produits financiers à recevoir	313	
Clients	10.860	7.476
<i>Dont succursales</i>	593	38
Divers	242	666
Passif		
Comptes courants bancaires	4.546	11.979
<i>Dont succursales</i>	1.404	
Emprunts à vue	9.854	139.142
Emprunts à terme	6.273.765	6.214.673
Intérêts courus	78.268	60.094
Frais financier à payer	307	
Dettes représentées par un titre	0	0
Compte courant filiales	7.760	12.732
Intérêts courus s/cc		
Fournisseurs groupe	2.774	3.000
<i>Dont succursales</i>	2	
Dépôts de garantie reçus	91	90
Charges à payer	2.451	2.968
Divers	13 689	28 683
Résultat		
Produits de participation	24.317	46.504
Prestation produits financiers	70.870	50.165
Produits financiers	31.362	1.348
Charges financières	189.148	116.625
Perte de change	5	
<i>Dont succursales</i>	5	
VNC Titres participations cédés		

Note 18. Emplois et ressources selon la durée restant à courir :

(En milliers d'Euros)	Durée restant à courir au 31 décembre 2024				
	0 à 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total
Emplois :					
Comptes courants bancaires et prêts (1)	35.962	107.963	582.037		725.962
<i>Dont succursales</i>	1.543				1.543
Crédits à la clientèle (1)	450.833	959.663	1609.762	586.518	3.606.776
<i>Dont succursales</i>	256	932	7.437	315	8.941
Prêts à terme à la clientèle financière FCT (4)		290	2.321	5.544	8.156
Créances sur la clientèle (2)	104.852	112.100	39.673		256.625
<i>Dont succursales</i>		361			361
Créances prescripteurs	-33				-33
LOA et Crédit-Bail (3)	204.861	626.059	2.091.117	147.814	3.069.851
<i>Dont succursales</i>	386	537	4.600	283	5.805
Total	948.274	1.693.975	4.285.238	739.875	7.667.363
Ressources :					
Comptes courants bancaires et emprunts (1)	1.035.668	1.699.655	3.309.796	243.047	6288.166
<i>Dont succursales</i>	899				1.543
Dépôts de garantie des dossiers LOA	778	1.998	9.634	7.833	20.243
Comptes à terme	10.000				10.000
Titres de créances négociables	147.200	205.600	147.200		500.000
Emprunts obligataires					
Emprunts subordonnés					
Total	1.193.646	1.907.253	3.466.630	250.880	6.818.409
(1) Hors intérêts courus (2) Créances nettes, activités crédit et leasing (3) En-cours financiers (hors dépôts de garanties) (4) Dépôt risque de liquidité.					

3. – Note sur les éléments de hors bilan.
 (En milliers d'Euros)

Note 19. Détail des engagements de hors bilan.

Les engagements sur instruments financiers à terme (swaps, caps) ne figurent pas dans le hors bilan publiable (règlement CRB n°91-01). Ils sont détaillés dans la présente note.

Engagements donnés	2024	2023
Engagements de financement donnés :		
Swaps (1)	650.000	
Lignes de sécurité aux établissements de crédit (2)	40.000	40.000
Engagements de financement en faveur de la clientèle (3)	275.427	293.492
Engagements de garantie d'ordre		
D'établissements de crédit	52.961	16.488
Total	1.018.388	349.980
Engagements reçus	2024	2023
Engagements de financement reçus :		
Swaps (1)	650.000	
D'établissements de crédit		
Engagements de garantie reçus (4) :	14.180	13.874
Total	664.180	13.874

(1) Au 31 décembre 2024, la juste valeur des opérations de swap représente un mark to market négatif de 228 EUR.

Le portefeuille global d'un montant de 650 MEUR se compose de swaps Prêt TF/empTV mis en place dans le cadre de la politique de couverture. La durée résiduelle est supérieure à 5 ans

(2) CGL garanti à ses filiales Prioris et Hyundai Capital France une ligne de sécurité (15 M EUR pour PRIORIS et 25 M EUR pour Hyundai Capital France).

(3) Les engagements donnés en faveur de la clientèle concernent les accords de financement pour l'activité Floor Plan accordés aux concessionnaires en partenariat avec les marques.

(4) Après des établissements de crédits.

4. – Notes sur le compte de résultat.

(En milliers d'Euros)

Note 20. Intérêts et produits assimilés :

Sur opérations avec Ets. De Crédit	2024	2023
Comptes et prêts	15.428	1.343
Prêts subordonnés	1.710	6
Opérations de SWAPS et CAPS	11.782	
Total	28.920	1.349

Sur opérations avec la clientèle	2024	2023
Intérêts échus	186.258	179.032
<i>Dont succursales</i>	242	
Intérêts et pénalités	4.707	4.754
<i>Dont succursales</i>	4	
Coût d'acquisition des dossiers de financement	-55.529	-60.209
<i>Dont succursales</i>	-52	
Produits sur engagements de garantie donnés		33
Intérêts /prêts habitat	12.947	13.899
Total	148.383	137.509

Sur opérations sur titres	2024	2023
Produits parts résiduelles FCT	328	
Produits parts juniors FCT	2.190	
Total	2.518	
Total général	179.821	138.858

Note 21. Intérêts et charges assimilées :

	2024	2023
Opérations avec Ets. de Crédit		
Sur comptes et emprunts	175.064	115.059
Intérêts / Convention	1.375	1.361
Trésorerie Intérêts / Certificats de dépôts	19.174	16.187
Sur engagements de garantie reçus	200	191
Intérêts sur commissions d'engagement		
Intérêts autres	528	1.362
Opérations de SWAPS et CAPS	13.398	
Total	209.739	134.160

Note 22. Produits sur opérations de crédit bail et assimilés :

	2024	2023
Loyers afférents à l'exercice	868.714	879.472
<i>Dont succursales</i>	723	
Coût d'acquisition des dossiers de financement	-56.313	-52.116
<i>Dont succursales</i>	-41	
Intérêts, pénalités et autres produits	6.317	5.665
Indemnités de résiliation à recevoir	38.022	28.970
<i>Dont Succursales</i>	99	
Plus-value de cessions immobilisations louées	202.924	177.273
<i>Dont succursales</i>	-109	
Total	1.059.664	1.039.264

Note 23. Charges sur opérations de crédit bail et assimilées :

	2024	2023
Dotations aux amortissements	948.218	963.024
<i>Dont succursales</i>	588	
Charges diverses	2.011	1.391
Moins-values de cessions des immobilisations louées		
Total	950.229	964.415

Note 24. Commissions. — Les produits correspondent aux rétrocessions de commissions accordées par les Compagnies d'Assurance suite aux placements d'assurance pour les dossiers de la clientèle.

Les charges correspondent aux commissions liées aux accords de marques, aux coûts de prise en charge d'assurance ainsi qu'aux commissions sur opérations bancaires.

Produits	2024	2023
Commissions diverses	8	154
<i>Dont succursales</i>	8	154
Commissions perçues Cie Assurances + Prestations Assurance	122.154	98.558
<i>Dont succursales</i>	64	
Total	122.162	98.712

Charges	2024	2023
Commissions accords de marques	5.994	7.753
Coût de prise en charge assurance LOA plaisance		
Commissions diverses	3.465	3.406
<i>Dont succursales</i>	-336	30
	9.459	11.159

A compter de janvier 2023 le schéma de rétrocession des commissions sur produits d'assurance a évolué, en conséquence les commissions sont directement versées à CGL

Note 25. Autres produits d'exploitation bancaire :

	2024	2023
Autres produits	2.330	77
Refacturation groupe	14.558	12.925
Dont succursales	-12	
Rentrées sur créances clientèle	3.138	1.724
Autres produits accessoires	19.080	18.965
Total	39.106	33.691

Note 26. Autres charges d'exploitation bancaire :

	2024	2023
Cartes grises	8.134	8.039
Dont succursales	1	
Malus écotaxe	5.093	4.917
Domages intérêts clients	6.573	8.149
Dont succursales	9	
Commissions diverses	188	398
Charges sur stock	2.020	53
Total	22.008	21.556

Note 27. Charges générales d'exploitation :

	2024	2023
Frais de personnel		
Rémunérations	46.677	47.215
<i>Dont succursales</i>	544	215
Charges sociales et Fiscales	24.349	25.437
<i>Dont succursales</i>	38	9
Total	71.026	72.652
Autres frais administratifs		
Impôts et taxes	2.978	5.901
<i>Dont succursales</i>	8	
Autres frais divers de gestion	68.917	64.589
<i>Dont succursales</i>	288	70
Total	71.895	70.491
Total général	142.921	143.143

Le tableau ci-dessous présente les honoraires facturés par nos commissaires aux comptes au cours des deux derniers exercices :

	PWC	Ernst & Young Audit	KPMG	Deloitte & Associés
	2024	2023	2024	2023
Certification des comptes	152	144	143	139
Services autres que la certification des comptes (SACC)		5		5
Total	152	149	143	144

Note 28. Coût du risque. — Les montants repris sous cette rubrique correspondent aux dotations pour dépréciation et reprises enregistrées sur :

- Les créances :
 - stage 1, cf. § règles et méthodes comptables) : en-cours sains/performants (classement initial, absence d'augmentation significative du risque de crédit
 - stage 2, cf. § règles et méthodes comptables) : en-cours dégradés présentant une augmentation significative depuis l'entrée au bilan / impayé depuis plus de 30 jours
- les créances douteuses ou litigieuses (stage 3, cf. § règles et méthodes comptables)
- les créances irrécouvrables (passage en perte)

— VNC contentieuses.
La désactualisation est intégrée dans le coût d'urisque.

Note 29. Impôt. — CGL est intégrée au périmètre d'intégration fiscale dont SOCIETE GENERALE est la société mère.
Le bénéfice fiscal s'élève à 65,5 MEUR, l'impôt correspondant s'élève à 16,77 MEUR.

5. – Autres informations.

Note 30. Effectif. — L'effectif moyen des salariés employés au cours de l'exercice 2024 est de 933 personnes dont 478 cadres.

Note 31. Rémunération des dirigeants. — Le montant global des rémunérations directes et indirectes de toute nature versées à l'ensemble du Conseil d'Administration et des principaux dirigeants de la société (les membres du Comité de Direction) s'est élevé à 2 352 KEUR pour l'exercice 2024.

Les jetons de présence ont été supprimés à l'issue de l'Assemblée Générale ayant statué sur les comptes de l'exercice 1995.

Note 32. Consolidation. — CGL et les filiales SGB Finance, Finassurance, Prioris sont intégrées globalement dans le périmètre de consolidation du Groupe SOCIETE GENERALE, qui elle-même publie des comptes consolidés. Hyundai Capital France est quant à elle consolidée par mise en équivalence dans les comptes du Groupe.

Note 33. Ventilation des actions composant le capital social au 31 décembre 2024. — Toutes les actions composant le capital social sont entièrement libérées.

Actionnaires	Nombre d'actions	Nominal	Droit de Vote
Groupe Société Générale	54.857.868		Simple
Dont SG FINANCIAL SERVICES HOLDING	54.857.868		Simple
Public	60 872		Simple
Total	54.918.740		

Suite à une délibération du Conseil d'Administration du 29 mars 2001, le nominal des actions CGL a été supprimé dans le cadre de la conversion à l'euro du capital social.

Note 34. Variation des capitaux propres :

	Capitaux propres au 31/12/2023	Affectation de résultat	Résultat de l'exercice	Distribution	Autre mouvement	Capitaux propres au 31/12/2024
Capital souscrit	58.606					58.606
Prime d'émission et de fusion	1.160					1.160
Réserves	200.704					200.704
Ecarts de réévaluation						
Report à nouveau	44.743	459				45.202
<i>Dont résultat succursale</i>		-171				
Résultat	38.353	-459	-18.843	-37.894		-18.843
<i>Dont résultat succursale</i>	-171	171	-466			-466
Provisions réglementées	74.299				-16.385	57.914
Total	417.865	0	-18.843	-37.894	-16.385	344.743

Note 35. Transactions entre parties liées. — Il n'existe pas de transaction significative et non conclue à des conditions normales de marché avec des parties liées.

Note 36. Evénements survenus au cours de l'exercice. — L'année 2024 reste marquée par un environnement économique dégradé avec une croissance du PIB de 1% et des incertitudes sur l'environnement géopolitique (stabilité politique en France, contexte électoral aux US, vulnérabilité au protectionnisme). La normalisation de l'inflation a incité la BCE à entamer un cycle de baisse de ses taux directeurs BCE depuis juin 2024 (-100bps).

En 2024, les immatriculations de véhicules neufs en France ont atteint 1,755 million d'unités, soit une baisse de 3,2% par rapport à 2023, où le marché avait connu une forte reprise après la pénurie de semi-conducteurs.

Le canal des entreprises s'est particulièrement assoupi avec environ 500 000 immatriculations (-7% cumul annuel). Pour les particuliers, le volume s'établit à environ 800 000 unités, soit une baisse de -3,2%. Les prix élevés, l'incertitude économique ou encore l'évolution des besoins de mobilité expliquent cette tendance.

Sur l'électrique, les volumes baissent de -2,6% et la part de marché se maintient à 16,9%. Après un début d'année dopé par le leasing social, le reste de l'année s'est montré moins dynamique.

En 2024, les immatriculations de véhicules d'occasion en France ont augmenté de +3 %, atteignant 5 398 335 immatriculations. Malgré cette dynamique positive, la baisse cumulée de -8,0 % depuis 2019 met en lumière les impacts durables des transformations structurelles du secteur automobile après le Covid-19. Moins de véhicules neufs sont mis sur le marché, limitant les stocks et maintenant des prix à des niveaux élevés. Les segments de marché ont évolué de manière contrastée :

- Les ventes de véhicules d'occasion très jeunes (1 an et moins) ont progressé de +12,8 %
- Les jeunes occasions (2 à 5 ans) enregistrent la plus faible augmentation à +1,2 %
- Les véhicules âgés de 6 à 10 ans ont vu une hausse de +5,9 %.
- Les véhicules de plus de 16 ans ont progressé de +5,5 %

Le marché du bateau a été marqué par une baisse significative des immatriculations en 2023, une tendance qui s'est confirmée en 2024. Les ventes ont de nouveau chuté de -22 % sur le marché du neuf et de -10 % sur celui de l'occasion.

Dans ce contexte perturbé, l'activité financement nautique a suivi la même trajectoire, en enregistrant une baisse de -29 % sur le neuf et de -11 % sur l'occasion.

Sur le segment du Regroupement de prêts, la dynamique commerciale reste fortement impactée par l'environnement de taux, cependant le taux de l'usure a évolué favorablement durant l'année et permet d'ores et déjà de dégager des marges profitables sur l'activité.

L'exercice 2024 constitue la troisième année pleine d'activité pour la captive de financement automobiles des constructeurs Hyundai Motor France et Kia France. Pour rappel ce partenariat couvre à la fois le financement Retail et le financement de stocks des concessionnaires. La croissance de l'activité s'est poursuivie à un rythme soutenu ce qui a généré un besoin d'apport en fonds propres Tier 2 supplémentaire de 30 MEUR réalisé au premier semestre 2024, il fait suite à un premier emprunt subordonné de 10 MEUR mis en place en décembre 2023.

A noter la gestion extinctive de l'activité Reezocorp dont CGL détient 45,3%.

Malgré les importantes ressources pour faire de cette acquisition une réussite, Reezocar n'a pas réussi à créer un modèle économique viable sur le long terme ni à s'inscrire durablement dans les chaînes de valeur du Groupe Société Générale. L'entreprise n'a pas été en mesure de développer son offre de vente de véhicules d'occasion en ligne pour atteindre le niveau de rentabilité requis dans un environnement concurrentiel accru. Dans ce contexte, le Comité de Surveillance de Reezocorp a validé lors de sa séance du 13 mai 2024 le projet de cessation de son activité devenu effectif le 4 novembre 2024.

Afin de restaurer les capitaux propres et couvrir les pertes à venir, une augmentation de capital a eu lieu en décembre 2024 à laquelle CGL a contribué à hauteur de 38 MEUR.

Au 31 décembre 2024 l'intégralité des titres Reezocorp détenus par CGL ont été dépréciés générant une perte de 52 MEUR.

En juin 2024 une opération de titrisation rechargeable a été réalisée avec succès avec l'émission par le Fonds Commun de Titrisation Red & Black Auto Loans France de notes de différentes classes sur Euronext Paris pour financer l'acquisition de créances automobiles (dette senior 650 MEUR). Euro Titrisation agit en tant que société de gestion.

Pour rappel, un contrôle fiscal est en cours en Espagne au titre de la TVA. Les notifications de redressement ont été reçues le 31 mars 2022 pour un montant de 11,8 MEUR. Le Tribunal Economique et Administratif Central de Madrid a confirmé cette position le 19 décembre 2024. CGL conteste ce redressement et se pourvoit auprès de l'Audiencia Nacional, instance judiciaire et indépendante de l'administration fiscale, dans le cadre d'une procédure contentieuse.

Enfin, un contrôle fiscal est en cours sur CGL sur les exercices 2021/2022, la proposition de rectification a été reçue en novembre 2024, CGL a remonté ses observations à l'administration fiscale.

Note 37. Evénements postérieurs à la clôture. — Aucun événement significatif, susceptible d'influencer les comptes arrêtés au 31 décembre 2024, n'est intervenu jusqu'à la date du conseil de surveillance d'arrêté des comptes.

Note 38. Activités en devises. — Les activités réalisées en devise GBP représentent une contre-valeur de 81 MEUR.

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels. (Exercice clos le 31 décembre 2024.)

Compagnie Générale de Location d'Equipements
69, avenue de Flandre - 59708 Marcq-en-Barœul Cedex

À l'assemblée générale de la société Compagnie Générale de Location d'Equipements,

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Compagnie Générale de Location d'Equipements relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit** : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit. — En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

— **Risque de crédit : dépréciation des prêts et créances :**

Notes 2, 5 et 14 de l'annexe aux comptes annuels**Point clé de l'audit**

Les prêts et créances à la clientèle sont porteurs d'un risque de crédit qui expose votre société à une perte potentielle si son client ou sa contrepartie s'avère incapable de faire face à ses engagements financiers. Votre société constitue des dépréciations et des provisions collectives destinées à couvrir ce risque.

Les principes comptables d'évaluation des provisions collectives sont présentés dans la note "Provision" de l'annexe des comptes annuels.

Les provisions collectives intègrent des dépréciations pour pertes de crédit attendues calculées sur la base des encours sains et dégradés. Ces dépréciations sont déterminées principalement sur la base de modèles développés dans le cadre du calcul des dépréciations en normes IFRS. Ces dépréciations pour pertes attendues sont complétées, le cas échéant, par des dotations sur une base sectorielle.

Les dépréciations sur les encours douteux des créances sur la clientèle et sur le crédit-bail sont déterminées selon les principes décrits dans les notes "Dépréciations des créances douteuses ou litigieuses, passage en perte" et "Provisions" de l'annexe des comptes annuels :

- selon une méthode statistique pour les encours inférieurs à certains seuils opérationnels. Pour ces encours, certains paramètres utilisés reposent sur des estimations de la direction ;
- selon une analyse à dire d'expert pour les encours dépassant ces seuils opérationnels. Pour ces encours, la direction a recours au jugement pour déterminer ces dépréciations.

En raison de la sensibilité de certains paramètres utilisés dans le modèle de dépréciation statistique et du recours au jugement dans l'estimation des hypothèses retenues pour déterminer les dépréciations à dire d'expert pour certains encours, nous avons considéré que l'évaluation des dépréciations et des provisions collectives sur les créances sur la clientèle, sur le crédit-bail et les locations avec option d'achat constitue un point clé de l'audit.

Le stock de provisions pour risques clientèle s'élève à M€ 49,9 au 31 décembre 2024.

Le stock de dépréciations s'élève à M€ 161,5 pour les créances sur la clientèle et à M€ 87,4 pour le crédit-bail et les locations avec option d'achat.

- Réponse d'audit apportée
- Dépréciation des encours de crédits pour pertes attendues (provisionnement collectif)

Nos travaux ont principalement consisté à :

- apprécier l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant une actualisation à une fréquence appropriée des notations des différents encours de crédits ;
- apprécier l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée à la consistance des modèles de dépréciations et les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations et analysant les évolutions méthodologiques et les adaptations apportées aux modalités de calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues ;
- apprécier le niveau de ces paramètres utilisés pour les calculs des dépréciations au 31 décembre 2024.

Dépréciation des encours de crédit douteux et contentieux

Nos travaux ont notamment consisté à :

Pour les encours dont les dépréciations sont calculées selon une méthode statistique :

- comprendre les principes et le fonctionnement de cette méthode ;
- prendre connaissance des paramètres, retenus par la direction, qui alimentent le modèle statistique et contrôler que leur choix s'inscrit dans une gouvernance établie faisant l'objet d'une documentation ;

Pour les encours dont les dépréciations sont déterminées selon une analyse à dire d'expert :

- prendre connaissance de la documentation fournie par votre société pour justifier le montant de dépréciations et des procédures appliquées pour déterminer ces dépréciations ;
- examiner la pertinence des données et des hypothèses utilisées par la direction pour déterminer le montant des dépréciations sur un échantillon de dossiers de crédit.

Nous avons également examiné le caractère approprié des informations présentées dans l'annexe aux comptes annuels en normes françaises.

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société COMPAGNIE GENERALE DE LOCATION D'EQUIPEMENTS par votre assemblée générale du 31 mai 2024 pour les cabinets KPMG S.A et PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2024, les cabinets KPMG SA et PricewaterhouseCoopers Audit étaient dans la première année de leur mission.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes

d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des

circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— **Rapport au comité d'audit** : Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 12 mai 2025.

Les Commissaires aux comptes :

KPMG SA :
Nicolas de LUZE ;
Associé,

PricewaterhouseCoopers Audit :
Alexandre DECRAND ;
Associé.

V. — Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.

(Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024)

A l'assemblée générale de la société,

COMPAGNIE GENERALE DE LOCATION ET D'EQUIPEMENTS

69, avenue de Flandre
59708 Marcq-en-Baroeul Cedex

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE.

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L.225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

- Avec la société *HYUNDAI CAPITAL FRANCE*, dont *M. Fabrice PERINA*, administrateur de votre société, est administrateur :

Le 22 décembre 2023, le Conseil d'administration a autorisé la signature de conventions de prêt subordonné (« Subsidiary Tier 2 ») avec la société *COMPAGNIE GENERALE DE LOCATION D'EQUIPEMENTS* en une ou plusieurs fois d'un montant total cumulé de 50 millions d'euros.

Au cours de l'exercice 2024, deux conventions de prêts ont été signées :

- Le 27 mars 2024, pour un montant de 10 millions d'euros à un taux d'intérêt fixé à Euribor 3 mois + 2,08 % ;
- Le 24 juillet 2024 pour un montant de 20 millions d'euros à un taux d'intérêt fixé à Euribor 3 mois + 2,49 %.

Ces opérations ont notamment visé à renforcer les fonds propres de la Société HYUNDAI CAPITAL France.

Au titre de l'exercice 2024, des charges d'intérêt d'un montant de 1 071 milliers d'euros ont été comptabilisées au titre de ces opérations.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R.225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

- Avec la société HYUNDAI CAPITAL FRANCE, dont M. Fabrice PERINA, administrateur de votre société, est administrateur :

Le 22 décembre 2023, le Conseil d'administration a autorisé la signature de conventions de prêt subordonné (« Subsidiary Tier 2 ») avec la société COMPAGNIE GENERALE DE LOCATION D'EQUIPEMENTS en une ou plusieurs fois d'un montant total cumulé de 50 millions d'euros.

Au cours des exercices antérieurs, une convention de prêt a été signée :

- Le 22 mars 2023, pour un montant de 10 millions d'euros à un taux d'intérêt fixé à Euribor 3 mois + 2,56 % ;

Cette opération a notamment visé à renforcer les fonds propres de la Société HYUNDAI CAPITAL France.

Au titre de l'exercice 2024, des charges d'intérêt d'un montant de 636 milliers d'euros ont été comptabilisées au titre de cette opération.

- Avec la société HYUNDAI CAPITAL FRANCE, dont M. Fabrice PERINA, administrateur de votre société, est administrateur :

Conformément au contrat de cession en date du 08 juillet 2021 et conformément aux dispositions statutaires en vigueur, un Contrat de prestations de services (« Services Agreement ») a été autorisé par un le Conseil d'administration de HYUNDAI CAPITAL FRANCE le 11 janvier 2022 et signé le 11 janvier 2022 entre les entités COMPAGNIE GENERALE DE LOCATION D'EQUIPEMENTS et HYUNDAI CAPITAL France. Ce contrat a pour objet la fourniture de prestations de services par la société COMPAGNIE GENERALE DE LOCATION D'EQUIPEMENTS (CGL) à la société HYUNDAI CAPITAL France permettant de faciliter le développement de l'activité de cette dernière.

Un avenant n°1 audit Contrat de prestations de services ayant l'objet l'ajout de prestations de services supplémentaires et les coûts afférents a également été autorisé le 04 mai 2022.

Un avenant n°2 audit Contrat de prestations de services ayant l'objet l'ajout de prestations de services supplémentaires et les coûts afférents a également été autorisé le 27 février 2023 avec effet au 11 janvier 2022.

Au titre de l'exercice 2024, des charges générales d'exploitation d'un montant de 13 808 milliers d'euros ont été comptabilisées au titre de ces opérations.

- Avec la société PRIORIS, dont M. Fabrice PERINA, administrateur de votre société, est Président du Conseil de surveillance et dont M. Vivian TISSIER, directeur général délégué de votre société, est administrateur :

CGL a signé une lettre de confort dans le cadre de la demande d'agrément de sa filiale PRIORIS en date du 4 septembre 2006. Au terme de cette lettre de confort, CGL s'est engagée vis-à-vis de PRIORIS à :

- conserver sa participation dans PRIORIS, lui conférant le pouvoir de contrôle sur cette dernière ;
- exercer une surveillance sur la gestion de PRIORIS permettant à cette dernière de respecter les obligations imposées par la législation bancaire ;
- répondre à toute demande du Gouverneur de la Banque de France de fournir, à parité avec la société EMIL FREY MOTORS France (anciennement PGA Motors), le soutien nécessaire permettant à PRIORIS de se conformer à ses obligations légales et réglementaires.

Aucune charge ou produit n'a été comptabilisé au titre de cette convention au cours de l'exercice 2024

Avec la société HYUNDAI CAPITAL FRANCE, dont M. Fabrice PERINA, administrateur de votre société, est administrateur :

CGL a signé une lettre de confort dans le cadre de la demande d'agrément de sa filiale Hyundai Capital France (ex -SEFIA) en date du 4 septembre 2006. Au terme de cette lettre de confort, CGL s'est engagée vis-à-vis de Hyundai Capital France à :

- conserver sa participation dans Hyundai Capital France lui conférant le pouvoir de contrôle sur cette dernière ;
- exercer une surveillance sur la gestion de Hyundai Capital France permettant à cette dernière de respecter les obligations imposées par la législation bancaire ;
- répondre à toute demande du Gouverneur de la Banque de France de fournir le soutien nécessaire permettant à Hyundai Capital France de se conformer à ses obligations légales et réglementaires.

Aucune charge ou produit n'a été comptabilisé au titre de cette convention au cours de l'exercice 2024

- Avec la société SGB Finance, dont M. Fabrice PERINA, administrateur de votre société, est administrateur et dont M. Ludovic VAN DE VOORD, Président de votre société, est Président et membre du conseil d'administration :

CGL a signé en date du 20 mars 2006 une lettre de confort prévoyant la prise en charge des risques fiscaux éventuels de SGB Finance. Au terme de cette lettre de confort, la société CGL s'engage à prendre en charge les risques fiscaux de SGB Finance dans l'éventualité où ces derniers se traduiraient par des pertes pour la filiale et pour la partie qui ne serait pas prise en charge par les autres actionnaires.

Au titre de l'exercice 2024, une provision pour risques et charges de 1 800 milliers d'euros a été comptabilisée au titre de cette opération.

– Avec la société SYS Finance

Dans le cadre d'un contentieux avec l'administration fiscale Espagnole, votre société a émis une lettre de confort au profit de la société SYS Finance.

Cette convention, signée le 7 juin 2022, a fait l'objet d'une approbation par votre conseil d'administration en date du 30 mars 2022.

Aucune charge ou produit n'a été comptabilisé au titre de cette convention au cours de l'exercice 2024

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 12 mai 2025.

Les Commissaires aux comptes :

KPMG SA :
Nicolas de LUZE ;
Associé,

PricewaterhouseCoopers Audit :
Alexandre DECRAND ;
Associé.

VI. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est établi en vertu des dispositions de l'article L.232-1 du Code de Commerce, il est tenu à la disposition du public au siège social de la société – 69 avenue de Flandre – 59700 MARCQ EN BAROEUL – SGL/JUR/FRA

Les comptes de la société ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions du règlement n°2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.